

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

COUR DES COMPTES



**AUDIT DES RECETTES A CARACTERE
NATIONAL DES REGIES FINANCIERES
(DGDA, DGI et DGRAD)**

FEVRIER 2013

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

COUR DES COMPTES



**AUDIT DES RECETTES A CARACTERE
NATIONAL DES REGIES FINANCIERES
(DGDA, DGI et DGRAD)**

FEVRIER 2013

Extrait de délibération sur rapport de l'audit des recettes à caractère national auprès des Régies financières.

Conformément aux dispositions de l'article 180 de la Constitution et des articles 21, 25 et 32 de l'Ordonnance-Loi n°87-005 du 06 février 1987 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes, le Président de la Cour des comptes, par les ordres de mission n°s 036/PCC/JLU/038/2011 du 16 novembre 2011, PCC/JLU/038/2012 et PCC/JLU/039/2012 du 26 mars 2012, a diligenté une mission d'audit des recettes à caractère national auprès des Régies financières.

La vérification s'est normalement effectuée en trois phases : la planification, l'examen et la rédaction du rapport.

Tout contrôle ou enquête est confié à un ou plusieurs rapporteurs.

Leur rapport d'instruction, comme leurs projets ultérieurs d'observations et de recommandations, provisoires et définitives, sont examinés et délibérés de façon collégiale, par une chambre ou une autre formation comprenant au moins trois magistrats, dont l'un assure le rôle de contre-rapporteur, chargé notamment de veiller à la qualité des contrôles. Il en va de même pour les projets de rapport public de la Cour.

Aux termes de l'article 33 de l'Ordonnance-Loi n°87-005 du 06 février 1987 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes, la Cour publie, chaque année, un rapport public annuel et des rapports publics thématiques.

Le rapport d'audit des recettes à caractère national auprès de la Direction Générale des Impôts « DGI » en sigle dont les études ont été effectuées par le conseiller rapporteur MIATUDILA LUBAKI, avec l'assistance de Monsieur l'auditeur KANGITE KONZI et de vérificateurs, Messieurs KILUNDU NTADULU LUTETE, MANESA MAFINGA, MULUMBA TSHIMPAKA;

Le rapport d'audit des recettes à caractère national auprès de la Direction Générale des Recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations « DGRAD » en sigle dont les études ont été effectuées par le conseiller rapporteurs BUKASA TSHIBUYI, avec l'assistance de Monsieur l'auditeur directeur USISA FUANIKISA et de vérificateurs, Messieurs POMELA OHALE, ITUOME MASIKINI, NSENGA MBUYA;

Le rapport d'audit des recettes à caractère national auprès de la Direction Générale des Douanes et Accises « DGDA » en sigle dont les études ont été effectuées par le conseiller rapporteur BOKAKO MULA'NYALI, avec l'assistance de Monsieur l'auditeur directeur MUKENDI KABONGO et de vérificateurs, Madame MBUFIE Bonvre et Monsieur KABAMBA NKULU;

Les trois rapports d'audit des recettes à caractère national auprès de Régies financières ont été fondus dans un seul rapport public.

Le présent rapport d'audit des recettes à caractère national auprès des Régies financières est un rapport public thématique

Les rapports publics tant annuels que thématiques s'appuient sur les contrôles et les enquêtes conduits par les différentes missions de vérifications de la Cour des comptes. En tant que de besoin, des consultations et des auditions sont organisées pour bénéficier d'éclairages larges et variés.

Trois principes fondamentaux gouvernent l'organisation et l'activité de la Cour des comptes et donc aussi bien l'exécution de leurs contrôles et enquêtes que l'élaboration des rapports publics : l'indépendance, la contradiction et la collégialité.

L'indépendance institutionnelle des juridictions financières et statutaire de leurs membres garantit que les contrôles effectués et les conclusions tirées le sont en toute liberté d'appréciation.

La contradiction implique que toutes les constatations et appréciations ressortant d'un contrôle ou d'une enquête, de même que toutes les observations et recommandations formulées ensuite, sont systématiquement soumises aux responsables des administrations ou organismes concernés ; elles ne peuvent être rendues définitives qu'après prise en compte des réponses reçues et, s'il y a lieu, après audition des responsables concernés.

Dans le rapport publié, leurs réponses accompagnent toujours le texte de la Cour.

La collégialité intervient pour conclure les principales étapes des procédures de contrôle et de publication.

Le contenu des projets de rapport public est défini, et leur élaboration est suivie, par le comité des rapports suivant l'article 15 de l'Ordonnance-Loi n°87-005 du 06 février 1987 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes. Enfin, les projets de rapport public sont soumis, pour adoption, à la Cour, siégeant toutes sections réunies.

Les rapports publics de la Cour des comptes sont accessibles en ligne sur le site web de la Cour des comptes :

www.courdescomptes.cd.

La Cour des comptes, toutes sections réunies, a délibéré et adopté le rapport public sur l'audit des recettes à caractère national auprès des Régies financières, en son audience du 27 février 2013, à laquelle siégeaient : Messieurs : Président ai. Ernest IZEMENGIA NSAA-NSAA ; Conseillers KALALA Mwana BANZA, KATENGA FOLO ALEMO, MADUDU FUMA, MBOYO EMPAL EMONZOY, MUKALENGE MUTEMUNAYI, ENGWANDA ELUMBA MEKO, BAKAMBU MORA MAVIOKA, MUBIAYI KABANTU,

MUFASONI GAPANGU, SAPWE bin SAPWE, BWINO MUGARUKA, DIANTESA A BELI; Conseillers rapporteurs BUKASA TSHIBUYI, BOKAKO MULA'NYALI et MIATUDILA LUBAKI Ministère Public : Procureur Général NKONGOLO TSHILENGU. Secrétaire Général : Conseiller KITAMBALA N'GBEZE.

Le Secrétaire Général

KITAMBALA N'GBEZE

Le Président aï de la Cour des comptes

Ernest IZEMENGIA NSAA-NSAA

INTRODUCTION

I.1. Mandat de la mission :

En vertu des dispositions des articles 21, 25 et 32 de l'Ordonnance-Loi n°87-005 du 6 février 1987 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes et par ordres de mission du Président a.i de la Cour des comptes, trois Equipes de la Cour des comptes ont été chargées d'une mission d'audit respectivement à :

- 1) La Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations « DGRAD » ;
- 2) La Direction Générale des Douanes et Accises « DGDA » ; et
- 3) La Direction Générale des Impôts « DGI »

I.2. Composition des Equipes d'audit :

Pour la DGRAD :

Monsieur BUKASA TSHIBUYI, Magistrat, Chef de mission ;
Monsieur USISA FUANIKISA, Directeur, membre ;
Monsieur POMELA OHALE, Vérificateur, membre ;
Monsieur ITUOME MASIKINI, Vérificateur, membre ;
Monsieur NSENGA MBUYA, Vérificateur, membre.

Pour la DGDA :

Monsieur BOKAKO MULANYALI, Magistrat, Chef de mission ;
Monsieur MUKENDI KABONGO, Directeur, membre ;
Madame MBUFIE BONVRE, Vérificateur, membre ;
Monsieur KABAMBA NKULU, Vérificateur, membre.

Pour la DGI :

Monsieur MIATUDILA LUBAKI, Magistrat, Chef de mission ;
Monsieur KANGITE KONZI, Auditeur, membre ;
Monsieur KILUNDU NTADULU LUTETE, Vérificateur, membre ;
Monsieur MANESA MAFINGA, Vérificateur, membre ;
Monsieur MULUMBA TSHIMPAKA, Vérificateur, membre.

I.3. Supervision :

Superviseur : Monsieur KALALA MUANA BANZA, Magistrat Coordonnateur

I.4.- Objet de la mission :

Déterminer les recettes que chaque Province était en droit d'attendre par rapport à sa capacité réelle de perception des recettes à caractère national.

I.5. Termes de référence de la mission :

- L'article 175 de la Constitution dispose en son alinéa 2 que « la part des recettes à caractère national allouées aux provinces est établie à 40%. Elle est retenue à la source ».
- Par ailleurs, l'article 115 de la loi n° 08/016 du 07 octobre 2008, portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées « ETD » et leurs rapports avec l'Etat et les Provinces stipule : « les Entités Territoriales Décentralisées ont droit à 40% de la part des recettes à caractère national allouées aux Provinces ».
- Pour les exercices budgétaires 2007, 2008, 2009 et 2010, le Pouvoir Central n'a pas permis aux Provinces de retenir les 40% leur revenant à la source. Le Pouvoir Central encaisse tout et rétrocède aux Provinces sur base de solidarité nationale. Les Provinces estiment qu'elles perçoivent des forfaits qui ne leur permettent pas de rétrocéder aux Entités Territoriales Décentralisées.

I.6. Période concernée par la mission :

L'audit a porté sur quatre (4) exercices : 2007, 2008, 2009 et 2010.

I.7. Durée de la mission :

La mission était de longue durée et comportait trois (3) phases, à savoir : la planification, l'exécution de la mission et la rédaction du rapport.

1.8. Objectifs :

- Déterminer la production effective de chaque province en recettes à caractère national ;
- Déterminer les recettes que la province était en droit d'attendre conformément aux prescrits de l'article 175 de la Constitution en ce qu'il fixe la rétribution de la province à 40% des recettes à caractère national par elle produites ;

- Rapprocher les résultats de l'application de l'article 175 précité aux rétrocessions effectivement libérées par le Pouvoir Central au profit des provinces.

I.9. Méthodologie de travail :

Pour réaliser ces objectifs, les Equipes d'audit de la Cour des comptes ont procédé aux méthodes de contrôle généralement admises, conformément aux normes de l'INTOSAI et aux instructions de la Cour des comptes, notamment :

- Les entrevues avec les différents responsables concernés par la question ;
- La récolte des documents sur les recettes à caractère national et sur les rétrocessions faites aux Provinces et ETD ;
- L'analyse des documents produits aux Equipes de vérification sur la mission, etc.

I.11. Difficultés rencontrées :

Les Equipes de vérification ont déploré la résistance dans la production à temps des documents de travail par les différents partenaires les détenant.

Cette situation est consécutive, soit à la méfiance envers la mission, soit à l'absence d'organisation, de classement et de conservation des archives.

L'Equipe de vérification à la DGDA n'a pas pu déterminer d'après leur provenance et destination les droits et taxes à l'exportation et à l'importation ainsi que les droits d'accises à l'importation revenant à certaines provinces parce que le Code des douanes en son article 5, point 24, définit :

- Le lieu d'importation dans le territoire douanier, à savoir :
- Le port d'embarquement pour les marchandises transportées par voie maritime, fluviale ou lacustre ;
- Le premier bureau de douane pour les marchandises acheminées par voie ferrée ou par voie routière ;
- L'aéroport de débarquement pour les marchandises transportées par voie aérienne.

Cette disposition affecte les droits et taxes perçus à ces endroits : le bureau, le port et l'aéroport du territoire douanier qui se trouvent situés dans les provinces du Bas-Congo, Katanga, Nord-Kivu et dans la Ville, province de Kinshasa.

Les Equipes de vérification ont fustigé aussi les méthodes peu encourageantes du PNUD quant à la libération des frais dus à la logistique, à l'hébergement, ainsi qu'à la communication et au déplacement des missionnaires.

II. PRODUCTION DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL

L'objectif de la mission était de chercher à :

- Dégager la production effective de chaque province en recettes à caractère national ;
- Ressortir les recettes que la province était en droit d'attendre conformément aux prescrits de l'article 175 de la Constitution en ce qu'il fixe la rétribution de la province à 40% des recettes à caractère national par elle produites ;
- Rapprocher les résultats dus à l'application de l'article 175 précité aux rétrocessions effectivement libérées par le Pouvoir Central au profit des provinces.

II.1. Production effective des recettes à caractère national ainsi que les 40% attendus par les provinces

Conformément aux dispositions combinées de la Loi n° 08/12 du 31 juillet 2008 portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des provinces et de la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relatives aux finances publiques (articles 218 et 219), la production est constituée des recettes à caractère national.

« Et sont à caractère national :

- 1) Les recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participation ;
- 2) Les recettes de douanes et accises ;
- 3) Les recettes provenant des impôts recouvrés sur les grandes entreprises, de pétroliers producteurs ainsi que les autres impôts pouvant être perçus à leur lieu de réalisation.

Elles sont regroupées en 2 catégories A et B :

Catégorie A :

- les recettes administratives, judiciaires et domaniales collectées en province ;
- les recettes des impôts perçues à leur lieu de réalisation.

Catégorie B :

- les recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participation collectées au niveau du pouvoir central ;

- les recettes des impôts recouvrées sur les grandes entreprises ;
- les recettes des pétroliers producteurs ».

Donc, les recettes encadrées par la DGRAD, constatées par la DGDA et réalisées par la DGI sont, toutes, les recettes à caractère national.

La Cour des comptes signale que pour la DGRAD et la DGI, elle s'est intéressée exclusivement aux recettes hors pétroliers producteurs, les recettes des pétroliers producteurs étant mobilisées par la seule province du Bas-Congo.

La Cour des comptes attire en outre l'attention qu'en ce qui concerne la production de la Ville Province de Kinshasa, ne sont prises en compte dans sa production que les recettes mobilisées par les Directions provinciales des régies financières, celles produites par les Services centraux de la DGRAD et la DGE de la DGI étant de l'apanage du Pouvoir Central.

Cela étant, le tableau n° 1 ci-dessous donne de manière synoptique la production effective de chaque province ainsi que les recettes qu'elle était en droit d'attendre conformément aux prescrits de l'article 175 de la Constitution en ce qu'il fixe la rétribution de la province à 40% des recettes à caractère national par elle produites.

Il sied de préciser qu'en conformité avec la Circulaire en° 001/CAB/MIN/BUDGET/2010 du 03/12/2010 contenant les instructions relatives à l'exécution du Budget de l'Etat pour l'exercice 2010, **le montant de la retenue de 40% en faveur des Provinces est calculé après déduction de la rétrocession de 10 et 5% au profit des Régies financières** et des recettes particulières non récurrentes (Bonus de signature ou Pas de porte).

Cette rétrocession est de 10% pour la DGRAD dont 5% revenant aux services d'assiette et de 5% pour la DGDA et la DGI.

Calcul : 40% de (Recette réalisée – 10 et ou 5% de la recette)

Tableau n° 1 : Recettes effectives et attendues de chaque Province par année de 2007 à 2010

Régies Financ. Provinces	Recettes DGRAD		Recettes DGDA		Recettes DGI		Total Général	
	Recettes réalisées	Recettes attendues= 40%	Recettes réalisées	Recettes attendues= 40%	Recettes réalisées	Recettes attendues= 40%	Recettes réalisées	Recettes attendues= 40%
EXERCICE 2007								
KINSHASA	3 280 308 030,10	1 180 910 890,84	95 384 922 414,00	36 246 270 517,32	11 726 648 370,00	4 456 126 380,60	110 391 878 814,10	41 883 307 788,76
BAS-CONGO	4 436 039 752,40	1 596 974 310,86	87 462 703 940,09	33 235 827 497,24	296 911 285,00	112 826 288,30	92 195 654 977,49	34 945 628 096,40
BANDUNDU	215 963 141,34	77 746 730,88	5 052 460,00	1 919 934,80	118 475 003,00	45 020 501,14	339 490 604,34	124 687 166,82
EQUATEUR	252 893 838,93	91 041 782,01	682 611 233,35	259 392 268,67	274 409 980,00	104 275 792,40	1 209 915 052,28	454 709 843,08
KATANGA	11 798 638 931,61	4 247 510 015,38	55 398 802 937,49	21 051 545 116,25	38 750 243 476,00	14 725 092 520,88	105 947 685 345,10	40 024 147 652,51
KASAI-ORIENTAL	234 843 096,73	84 543 514,82	3 335 623 750,58	1 267 537 025,22	344 095 782,00	130 756 397,16	3 914 562 629,31	1 482 836 937,20
KASAI-OCIDENTAL	105 159 152,00	37 857 294,72	1 805 664 760,28	686 152 608,90	587 266 823,00	223 161 392,74	2 498 090 735,28	947 171 296,36
PROVINCE ORIENTALE	324 468 643,35	116 808 711,61	3 196 713 203,17	1 214 751 017,20	1 262 204 064,00	479 637 544,32	4 783 385 910,52	1 811 197 273,13
MANIEMA	111 980 391,55	40 312 940,96	-	-	178 573 620,00	67 857 975,60	290 554 011,55	108 170 916,56
NORD-KIVU	2 220 396 652,41	799 342 794,87	18 260 125 453,92	6 938 847 672,49	2 088 848 149,00	793 762 296,62	22 569 370 255,33	8 531 952 763,98
SUD-KIVU	907 797 369,36	326 807 052,97	12 380 265 648,62	4 704 500 946,48	1 268 462 103,00	482 015 599,14	14 556 525 120,98	5 513 323 598,59
TOTAL HORS PETR. PROD	23 888 488 999,78	8 599 856 039,92	277 912 485 801,50	105 606 744 604,57	56 896 138 655,00	21 620 532 688,90	358 697 113 456,28	135 827 133 333,39
EXERCICE 2008								
KINSHASA	8 936 741 885,66	3 217 227 078,84	140 226 978 029,23	53 286 251 651,11	22 142 100 401,00	8 413 998 152,38	171 305 820 315,89	64 917 476 882,33
BAS-CONGO	5 740 582 220,53	2 066 609 599,39	135 839 512 866,03	51 619 014 889,09	3 822 649 214,00	1 452 606 701,32	145 402 744 300,56	55 138 231 189,80
BANDUNDU	287 088 369,71	103 351 813,10	5 565 714,72	2 114 971,59	166 732 547,00	63 358 367,86	459 386 631,43	168 825 152,55
EQUATEUR	278 196 233,15	100 150 643,93	920 992 122,34	349 977 006,46	225 815 357,00	85 809 835,66	1 425 003 712,49	535 937 486,05
KATANGA	34 511 451 394,54	12 424 122 502,03	99 772 049 922,80	37 913 378 970,66	95 616 043 873,00	36 334 096 671,74	229 899 545 190,34	86 671 598 144,43

KASAI-ORIENTAL	511 463 868,15	184 126 992,53	3 488 111 271,04	1 325 482 283,00	586 944 666,00	223 038 973,08	4 586 519 805,19	1 732 648 248,61
KASAI-OCCIDENTAL	307 395 030,16	1 10 662 210,86	1 652 570 117,00	627 976 644,46	1 296 368 872,00	492 620 171,36	3 256 334 019,16	1 231 259 026,68
PROVINCE ORIENTALE	464 983 537,70	167 394 073,57	4 460 657 761,86	1 695 049 949,51	1 563 249 529,00	594 034 821,02	6 488 890 828,56	2 456 478 844,10
MANIEMA	180 960 694,00	65 145 849,84	35 224 489,00	13 385 305,82	237 397 110,00	90 210 901,80	453 582 293,00	168 742 057,46
NORD-KIVU	1 266 273 849,01	455 858 585,64	21 598 932 582,15	8 207 594 381,22	2 971 800 710,00	1 129 284 269,80	25 837 007 141,16	9 792 737 236,66
SUD-KIVU	1 351 472 341,31	486 530 042,87	16 218 959 419,50	6 163 204 579,41	1 806 117 182,00	686 324 529,16	19 376 548 942,81	7 336 059 151,44
TOTAL HORS PETR. PROD	53 836 609 423,92	19 381 179 392,60	424 219 554 295,67	161 203 430 632,33	108 293 119 060,00	41 151 385 242,80	586 349 282 779,59	221 735 995 267,73

EXERCICE 2009

Régies Financ. Provinces	Recettes DGRAD			Recettes DGDA			Recettes DGI			Total Général		
	Recettes réali-sées	Recettes atten-dues= 40%	Recettes réali-sées	Recettes atten-dues= 40%	Recettes réali-sées	Recettes atten-dues	Recettes réali-sées	Recettes atten-dues	Recettes réali-sées	Recettes atten-dues= 40%	Recettes réali-sées	Recettes atten-dues= 40%
KINSHASA	10 150 947 508,55	3 654 341 103,08	174 164 903 670,89	66 182 663 394,93	22 751 015 771,12	8 645 385 993,03	207 066 866 950,56	78 482 390 491,04				
BAS-CONGO	10 091 429 055,39	3 632 914 459,94	205 615 357 451,95	78 133 835 831,74	6 108 549 632,05	2 321 248 860,18	221 815 336 139,39	84 087 999 151,86				
BANDUNDU	298 887 314,88	107 599 433,36	642 562,90	244 173,90	321 656 518,20	122 229 476,92	621 186 395,98	230 073 084,18				
EQUATEUR	301 785 660,64	108 642 837,83	1 621 491 369,03	616 166 720,23	319 549 874,79	121 428 952,42	2 242 826 904,46	846 238 510,48				
KATANGA	37 962 993 936,62	13 666 677 817,18	111 562 598 075,35	42 393 787 268,63	121 238 921 369,28	46 070 790 120,33	270 764 513 381,25	102 131 255 206,14				
KASAI-ORIENTAL	532 802 596,18	191 808 934,62	1 979 272 517,01	752 123 556,46	605 368 214,69	230 039 921,58	3 117 443 327,88	1 173 972 412,66				
KASAI-OCCIDENTAL	434 891 174,16	156 560 822,70	1 512 519 163,72	574 757 282,21	446 358 674,68	169 616 296,38	2 393 769 012,56	900 934 401,29				
PROVINCE ORIENTALE	693 097 306,07	249 515 030,19	11 285 132 970,07	4 288 350 528,63	1 886 165 469,91	716 742 878,57	13 864 395 746,05	5 254 608 437,39				
MANIEMA	253 333 322,17	91 199 995,98	90 150 372,36	34 257 141,50	604 518 028,36	229 716 850,78	948 001 722,89	355 173 988,26				
NORD-KIVU	3 729 284 275,64	1 342 542 339,23	30 128 508 930,26	11 448 833 393,50	6 147 301 582,51	2 335 974 601,35	40 005 094 788,41	15 127 350 334,08				
SUD-KIVU	3 232 339 181,84	1 163 642 105,46	21 570 937 601,84	8 196 956 288,70	2 557 117 311,88	971 704 578,51	27 360 394 095,56	10 332 302 972,67				

TOTAL HORS PETR. PROD	67 681 791 332,14	24 365 444 879,57	559 531 514 685,38	212 621 975 580,43	162 986 522 447,47	61 934 878 530,04	790 199 828 464,99	298 922 298 990,04
EXERCICE 2010								
KINSHASA	12 105 984 446,88	4 358 154 400,88	220 708 606 739,11	83 869 270 560,86	32 532 885 160,00	12 362 496 360,80	265 347 476 345,99	100 589 921 322,54
BAS-CONGO	14 621 500 603,43	5 263 740 217,23	253 843 441 375,74	96 460 507 722,78	8 319 311 870,22	3 161 338 510,68	276 784 253 849,39	104 885 586 450,69
BANDUNDU	476 970 600,05	171 709 416,02	4 867 308,65	1 849 577,29	547 286 257,39	207 968 777,81	1 029 124 166,09	381 527 771,12
EQUATEUR	585 957 920,00	210 944 851,20	1 276 235 566,84	484 969 515,40	509 048 726,73	193 438 516,16	2 371 242 213,57	889 352 882,76
KATANGA	123 265 320 288,45	44 375 515 303,84	180 673 841 842,39	68 656 059 900,11	55 479 695 784,57	21 082 284 398,14	359 418 857 915,41	134 113 859 602,09
KASAI-ORIENTAL	1 147 320 454,32	413 035 363,56	2 473 974 279,00	940 110 226,02	1 012 537 618,99	384 764 295,22	4 633 832 352,31	1 737 909 884,80
KASAI-OCCIDENTAL	907 239 335,95	326 606 160,94	1 363 871 934,00	518 271 334,92	536 055 342,64	203 701 030,20	2 807 166 612,59	1 048 578 526,06
PROVINCE ORIENTALE	1 528 475 943,07	550 251 339,51	21 406 497 013,13	8 134 468 864,99	4 319 291 305,65	1 640 190 696,15	27 254 264 261,85	10 324 910 900,65
MANIEMA	463 203 454,44	166 753 243,60	72 477 898,73	27 541 601,52	1 098 520 210,57	417 437 680,02	1 634 201 563,74	611 732 525,14
NORD-KIVU	5 167 824 035,45	1 860 416 652,76	41 179 945 453,05	15 648 379 272,16	7 961 323 734,53	3 025 303 019,12	54 309 093 223,03	20 534 098 944,04
SUD-KIVU	3 631 127 894,17	1 307 206 041,90	31 505 525 074,14	11 972 099 528,17	4 050 060 235,24	1 539 022 889,39	39 186 713 203,55	14 818 328 459,46
TOTAL HORS PETR. PROD	163 900 924 976,21	59 004 332 991,44	754 509 284 484,78	286 713 528 104,22	116 366 016 246,53	44 217 946 173,68	1 034 776 225 707,52	389 935 807 269,34
Total Général/ Période	309 307 814 732,05	111 350 813 309,53	2 016 172 839 267,33	766 145 678 921,55	444 541 796 409,00	168 924 742 635,42	2 770 022 450 408,38	1 046 421 234 860,50

Source : Cour des comptes suivant données des Régies financières

II.2. CONSTATATIONS

II.2.1. Production effective des recettes à caractère national

De l'analyse du tableau n°1 ci-dessus, la production effective des Provinces a totalisé pour la période sous-examen le montant de CDF 2 770 022 450 408,38.

De ce montant ; la Cour des comptes note que 4 Provinces ont réalisé en moyenne plus de 93% des recettes et les 7 restantes se partagent les 7%. En effet, en 2007, sur CDF 358 697 113 456,28 des recettes réalisées, CDF 331 104 589 392,02 sont détenues par les 4 provinces avec 92,31% répartis comme suit :

- CDF 110 391 878 814,10, soit 30,78% pour Kinshasa ;
- CDF 105 947 685 345,10, soit 29,54% pour Katanga ;
- CDF 92 195 654 977,49, soit 25,70% pour Bas-Congo ;
- CDF 22 569 370 255,33, soit 6,29% Pour Nord-Kivu.

En 2008, les mêmes provinces ont réalisé 97,63%, soit CDF 572 445 116 947,95 sur CDF 586.349.282.779,59 de la production totale de l'exercice, à savoir :

- 39,21%, soit CDF 229 899 545 190,34 pour Katanga ;
- 29,22%, soit CDF 171 305 820 315,89 pour Kinshasa ;
- 24,80%, soit CDF 145 402 744 300,56 pour Bas-Congo ;
- 4,41%, soit CDF 25 837 007 141,16 pour Nord-Kivu.

En 2009, sur CDF 790 199 828 464,99 des recettes réalisées, CDF 739 651 811 259,61, soit 93,60%, sont partagées par les mêmes provinces dans les proportions suivantes :

- CDF 270 764 513 381,25, soit 34,27% pour Katanga ;
- CDF 221 815 336 139,39, soit 28,07% pour Bas-Congo ;
- CDF 207 066 866 950,56, soit 26,20% pour Kinshasa ;
- CDF 40 005 094 788,41, soit 5,06% pour Nord-Kivu.

En 2010, les recettes réalisées ont atteint le montant de CDF 1 034 776 225 707,52 et les mêmes provinces en ont fait 92,37%, soit CDF 955 859 681 333,82, à savoir :

- CDF 359 418 857 915,41, soit 34,73% pour Katanga ;
- CDF 276 784 253 849,39, soit 26,75% pour Bas-Congo ;
- CDF 265 347 476 345,99, soit 25,64% pour Kinshasa ;
- CDF 54 309 093 223,03, soit 5,25% pour Nord-Kivu.

II.2.2. Part des recettes a caractere national, attendue (40%) par chaque province de 2007 a 2010

Les proportions observées au niveau des recettes réalisées se répercutent tout naturellement de la même manière sur les recettes attendues (40%) par les Provinces.

III. RAPPROCHEMENT DE 40% CONSTITUTIONNELS AUX RETROCESSIONS EFFECTIVEMENT LIBEREES AU PROFIT DES PROVINCES PAR LE POUVOIR CENTRAL

Pour les Provinces, ce que le Pouvoir Central libère en leur faveur jusque là n'est que des forfaits en termes de rétrocessions en lieu et place des 40% constitutionnels.

D'où la démarche de la Cour des comptes de vérifier cette assertion en procédant au rapprochement entre les 40% constitutionnels et les rétrocessions effectivement libérées par le Pouvoir Central au profit des Provinces.

Le tableau n° 2 ci-dessous indique les recettes attendues (les 40% de leurs productions), les montants reçus du Gouvernement central, les écarts et les taux de rétrocessions pour chaque Province.

La situation globale de la période sous examen (de 2007 à 2010) se présente comme suit :

- Recettes attendues : CDF 1.046.421.234.860,50
- Rétrocessions : CDF 439.711.468.941,00
- Ecart : CDF 606.709.765.919,50
- Taux Rétro : 42,02%

Tableau n° 2 : Ecart résultant du rapprochement des recettes attendues et rétrocessions faites aux provinces de 2007 à 2010

Provinces	Recettes Attendues= 40%	Rétrocessions	Ecart	Taux
EXERCICE 2007				
Kinshasa	41 883 307 788,76	8 321 288 456,00	33 562 019 332,76	19,87
BAS-CONGO	34 945 628 096,40	7 559 965 880,00	27 385 662 216,40	21,63
BANDUNDU	124 687 166,82	2 501 184 530,00	2 376 497 363,18	2 005,97
EQUATEUR	454 709 843,08	5 655 049 271,00	5 200 339 427,92	1 243,66
KATANGA	40 024 147 652,51	8 683 753 516,00	31 340 394 136,51	21,70
KASAÏ-ORIENTAL	1 482 836 937,20	2 822 816 993,00	1 339 980 055,80	190,37
KASAÏ-OCCIDENTAL	947 171 296,36	6 075 806 256,00	5 128 634 959,64	641,47
PROVINCE ORIENTALE	1 811 197 273,13	2 593 986 226,00	782 788 952,87	143,22
MANIEMA	108 170 916,56	1 441 216 519,00	1 333 045 602,44	1 332,35
NORD-KIVU	8 531 952 763,98	1 957 027 833,00	6 574 924 930,98	22,94
SUD-KIVU	5 513 323 598,59	2 383 184 256,00	3 130 139 342,59	43,23
TOTAL	135 827 133 333,39	49 995 279 736,00	85 831 853 597,39	36,81

EXERCICE 2008				
Kinshasa	64 917 476 882,33	13 389 328 570,00	51 528 148 312,33	20,63
BAS-CONGO	55 138 231 189,80	19 521 504 964,00	35 616 726 225,80	35,40
BANDUNDU	168 825 152,55	6 394 685 134,00	6 225 859 981,45	3 787,76
EQUATEUR	535 937 486,05	9 665 653 058,00	9 129 715 571,95	1 803,50
KATANGA	86 671 598 144,43	20 111 898 482,00	66 559 699 662,43	23,20
KASAÏ-ORIENTAL	1 732 648 248,61	8 519 569 287,00	6 786 921 038,39	491,71
KASAÏ-OCCIDENTAL	1 231 259 026,68	6 593 394 329,00	5 362 135 302,32	535,50
PROVINCE ORIENTALE	2 456 478 844,10	11 313 031 019,00	8 856 552 174,90	460,54
MANIEMA	168 742 057,46	5 024 642 740,00	4 855 900 682,54	2 977,71
NORD-KIVU	9 792 737 236,66	6 271 634 270,00	3 521 102 966,66	64,04
SUD-KIVU	7 336 059 151,44	5 658 859 883,00	1 677 199 268,44	77,14
TOTAL	221 735 995 267,73	112 464 201 736,00	109 271 793 531,73	50,72
EXERCICE 2009				
Kinshasa	78 482 390 491,04	12 527 083 639,00	65 955 306 852,04	15,96
BAS-CONGO	84 087 999 151,86	15 462 904 508,00	68 625 094 643,86	18,39
BANDUNDU	230 073 084,18	11 506 598 337,00	11 276 525 252,82	5 001,28
EQUATEUR	846 238 510,48	14 451 788 801,00	13 605 550 290,52	1 707,77
KATANGA	102 131 255 206,14	21 999 774 485,00	80 131 480 721,14	21,54
KASAÏ-ORIENTAL	1 173 972 412,66	10 185 743 498,00	9 011 771 085,34	867,63
KASAÏ-OCCIDENTAL	900 934 401,29	10 426 204 739,00	9 525 270 337,71	1 157,27
PROVINCE ORIENTALE	5 254 608 437,39	16 519 940 652,00	11 265 332 214,61	314,39
MANIEMA	355 173 988,26	6 141 388 743,00	5 786 214 754,74	1 729,12
NORD-KIVU	15 127 350 334,08	8 749 873 835,00	6 377 476 499,08	57,84
SUD-KIVU	10 332 302 972,67	6 122 800 744,00	4 209 502 228,67	59,26
TOTAL	298 922 298 990,04	134 094 101 981,00	164 828 197 009,04	44,86
EXERCICE 2010				
Kinshasa	100 589 921 322,54	9 951 561 500,00	90 638 359 822,54	9,89
BAS-CONGO	104 885 586 450,69	15 740 059 104,00	89 145 527 346,69	15,01
BANDUNDU	381 527 771,12	10 394 985 092,00	10 013 457 320,88	2 724,57
EQUATEUR	889 352 882,76	13 897 407 052,00	13 008 054 169,24	1 562,64
KATANGA	134 113 859 602,09	25 695 613 540,00	108 418 246 062,09	19,16
KASAÏ-ORIENTAL	1 737 909 884,80	11 024 135 355,00	9 286 225 470,20	634,33
KASAÏ-OCCIDENTAL	1 048 578 526,06	13 967 195 147,00	12 918 616 620,94	1 332,01

PROVINCE ORIENTALE	10 324 910 900,65	16 707 470 553,00	6 382 559 652,35	161,82
MANIEMA	611 732 525,14	6 780 492 995,00	6 168 760 469,86	1 108,41
NORD-KIVU	20 534 098 944,04	9 737 959 170,00	10 796 139 774,04	47,42
SUD-KIVU	14 818 328 459,46	9 261 005 980,00	5 557 322 479,46	62,50
TOTAL	389 935 807 269,34	143 157 885 488,00	246 777 921 781,34	36,71
TOTAL/Période	1 046 421 234 860,50	439 711 468 941,00	606 709 765 919,50	42,02

Source : Cour des comptes suivant données des Régies financières et de la DPSB

III.1. CONSTATATIONS

- 1) La Cour des comptes note que, pour l'ensemble des provinces, les rétrocessions représentent 42,02% des recettes attendues pour la période sous-examen.
- 2) Les provinces du Katanga, Bas-Congo, Kinshasa qui ont une grande capacité de réalisation, n'ont même pas atteint le 40% de leurs recettes attendues.
- 3) Les taux de réalisation indiqués dans le tableau n° 2 pour la période sous-examen se caractérisent par :
 - Les provinces à grande capacité de réalisation, à savoir : Katanga, Bas-Congo, Kinshasa, Nord-Kivu et Sud-Kivu n'ont pas reçu les 100% de leurs recettes attendues. Elles sont toutes en deçà de 100%.

La situation de cinq (5) provinces à grande capacité de production se présente de la manière suivante :

EXERCICE 2008

Katanga :

- Recettes attendues : CDF 86.671.598.144,43
- Rétrocessions : CDF 20.111.898.482,00
- Ecart : CDF 66.559.696.662,43
- Taux rétrocession : **23,20%**

Kinshasa

- Recettes attendues : CDF 64.917.476.882,33
- Rétrocessions : CDF 13.389.328.570,00
- Ecart : CDF 51.528.148.312,33
- Taux rétrocession : **20,63%**

Bas-Congo

- Recettes attendues : CDF 55.138.231.189,80
- Rétrocessions : CDF 19.521.504.964,00
- Ecart : CDF 35.616.726.225,80
- Taux rétrocession : **35,40%**

Nord Kivu

- Recettes attendues : CDF 9.792.737.236,66
- Rétrocessions : CDF 6.271.634.270,00
- Ecart : CDF 3.521.102.966,66
- Taux rétrocession : **64,04%**

Sud-Kivu

- Recettes attendues : CDF 7.336.059.151,44
- Rétrocessions : CDF 5.658.859.883,00
- Ecart : CDF 1.677.199.268,44
- Taux rétrocession : **77,14%**

EXERCICE 2009**Katanga :**

- Recettes attendues : CDF 102.131.255.206,14
- Rétrocessions : CDF 21.999.774.485,00
- Ecart : CDF 80.131.480.721,14
- Taux rétrocession : **21,54%**

Bas-Congo

- Recettes attendues : CDF 84.087.999.151,86
- Rétrocessions : CDF 15.462.904.508,00
- Ecart : CDF 68.625.094.643,86
- Taux rétrocession : **18,39%**

Kinshasa

- Recettes attendues : CDF 78.482.390.491,04
- Rétrocessions : CDF 12.527.083.639,00
- Ecart : CDF 65.955.306.852,04
- Taux rétrocession : **15,96%**

Nord Kivu

- Recettes attendues : CDF 15.127.350.334,08
- Rétrocessions : CDF 8.749.873.835,00
- Ecart : CDF 6.377.476.499,08
- Taux rétrocession : **57,84%**

Sud-Kivu

- Recettes attendues : CDF 10.332.302.972,67
- Rétrocessions : CDF 6.122.800.744,00
- Ecart : CDF 4.209.502.228,67
- Taux rétrocession : **59,26%**

EXERCICE 2010**Katanga :**

- Recettes attendues : CDF 134.113.859.602,09
- Rétrocessions : CDF 25.695.613.540,00
- Ecart : CDF 108.418.246.062,09
- Taux rétrocession : **19,16%**

Bas-Congo

- Recettes attendues : CDF 104.885.586.450,69
- Rétrocessions : CDF 15.740.059.104,00
- Ecart : CDF 89.145.527.346,69
- Taux rétrocession : **15,01%**

Kinshasa

- Recettes attendues : CDF 100.589.921.322,54
- Rétrocessions : CDF 9.951.561.500,00
- Ecart : CDF 90.638.359.822,54
- Taux rétrocession : **9,89%**

Nord Kivu

- Recettes attendues : CDF 20.534.098.944,04
- Rétrocessions : CDF 9.737.959.170,00
- Ecart : CDF 10.796.139.774,04
- Taux rétrocession : **47,42%**

Sud-Kivu

- Recettes attendues : CDF 14.818.328.459,46
- Rétrocessions : CDF 9.261.005.980,00
- Ecart : CDF 5.557.322.479,46
- Taux rétrocession : **62,50%**

- Les provinces à moindre capacité de réalisation, notamment Bandundu, Equateur, Kasai Occidental, Kasai Oriental, Maniema et Province Orientale **ont toutes reçu plus de 100%** de leurs recettes attendues. Elles sont donc au-delà de 100%.
- Au regard de différents taux de rétrocession indiqués dans le tableau n° 2, la Cour des comptes observe les minima et les maxima suivants pour la période sous-examen :
 - Les taux les plus élevés : 2.005,97%, 3.787,76%, 5.001,28%, 2.724,57% respectivement en 2007, 2008, 2009 et 2010 pour la Province de Bandundu ;
 - Les taux les plus bas : 19.87%, 20,63%, 15,96% et 9.89% respectivement pour 2007, 2008, 2009 et 2010 pour la Ville, Province de Kinshasa ;
 - Les taux moyens annuels sont : 36,81%, 50,72%, 44,86% et 36,71% respectivement en 2007, 2008, 2009 et 2010 donnant un taux moyen de 42,02% pour la période considérée.

La Cour des comptes estime qu'au regard de ce taux moyen de rétrocessions, les dispositions de l'article 175 de la Constitution peuvent être appliquées.

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

IV.1. CONCLUSION

La DGRAD, la DGDA et la DGI en tant que Régies financières sont des services publics que l'Etat utilise pour mobiliser les moyens disponibles afin de réaliser sa politique.

Aux termes de la loi n° 08/12 du 31 juillet 2008 portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des provinces, les recettes que ces Régies produisent en Provinces sont des recettes à caractère national, lesquelles sont concernées par les dispositions de l'article 175 de la Constitution quant à 40% à retenir à la source par les Provinces.

Contrairement à ces dispositions constitutionnelles, le Pouvoir Central encaisse tout et rétrocède aux Provinces sur base de solidarité nationale.

Les Provinces estiment qu'elles perçoivent des forfaits qui ne leur permettent pas non seulement de rétrocéder aux Entités Territoriales Décentralisées mais aussi et surtout de se développer.

Pour la période 2007 à 2010, soumise à l'examen de la Cour des comptes, les Directions provinciales des Régies financières en province ont réalisé des recettes, pour l'ensemble du territoire national, de l'ordre de CDF 2 770 022 450 408,38.

Ainsi, en application des dispositions de l'article 175 de la Constitution, les recettes devant revenir aux Provinces pour la période en question s'élèvent à CDF 1 046 421 234 860,50, répartis comme suit :

- CDF 285 873 096 484,67 pour Ville, Province de Kinshasa ;
- CDF 279 057 444 888,75 pour Bas-Congo
- CDF 905 113 174,66 pour Bandundu
- CDF 2 726 238 722,37 pour Equateur
- CDF 362 940 860 605,16 pour Katanga
- CDF 6 127 367 483,27 pour Kasai oriental
- CDF 4 127 943 250,39 pour Kasai occidental
- CDF 19 847 195 455,26 pour province orientale;
- CDF 1 243 819 487,41 pour Maniema;
- CDF 53 986 139 278,77 pour Nord-Kivu
- CDF 38 000 014 182,17 pour Sud-Kivu

Lorsque la Cour des comptes procède au rapprochement entre les rétrocessions effectivement libérées par le pouvoir central et les recettes résultant de l'application de 40% constitutionnels, elle note ce qui suit :

1. Les rétrocessions libérées au profit des provinces représentent 42,02% des recettes attendues par elles pour la période sous examen
2. les taux de réalisation indiqués dans le tableau n°2, ci-dessus pour la période sous examen se caractérisent par :
 - les provinces à grande capacité de réalisation à savoir: Katanga, Bas-Congo, Kinshasa, Nord-Kivu et Sud-Kivu n'ont pas reçu les 100% de leurs recettes attendues. Elles sont toutes en deçà de 100 %
 - Les provinces à moindre capacité de réalisation, notamment Bandundu, Equateur, Kasai Occidental, Kasai-Oriental, Maniema et Province Orientale ont toutes reçu plus de 100% de leurs recettes attendues. Elles sont donc au-delà de 100%.

La Cour des Comptes estime qu'au regard du taux moyen de rétrocession de la période considérée, soit 42,02%, les dispositions de l'article 175 de la constitution peuvent être appliquées.

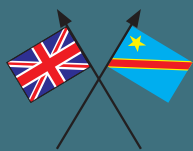
IV2. RECOMMANDATIONS

La Cour des Comptes recommande au pouvoir central:

De prendre des mesures pouvant pallier les insuffisances qui surgiraient à l'endroit de certaines provinces lors de l'application effective, au profit des provinces des prescrits de l'article 175 de la constitution à propos de 40 % des recettes à caractère national, à retenir à la source par ces dernières.

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	7
I.1. Mandat de la mission.....	7
I.2. Composition des Equipes d’audit.....	7
I.3. Supervision.....	8
I.4. Objet de la mission.....	8
I.5. Termes de référence de la mission.....	8
I.6. Période concernée par la mission	8
I.7. Durée de la mission.....	8
I.8. Objectifs	8
I.9. Méthodologie de travail.....	9
I.10. Difficultés rencontrées	9
II. PRODUCTION DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL.....	10
II.1. Production effective des recettes à caractère national ainsi que les 40% attendus par les provinces.....	10
II.2. Constatations	15
- Production effective des recettes à caractère national	15
- Part des recettes à caractère national attendues (40%) par chaque province de 2007 a 2010.....	16
III. RAPPROCHEMENT DE 40% CONSTITUTIONNELS AUX RETROCESSIONS EFFECTIVEMENT LIBEREES AU PROFIT DES PROVINCES PAR LE POUVOIR CENTRAL.....	17
III.1. Constatations	19
IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	23
IV.1. Conclusion	23
TABLE DES MATIÈRES.....	25



Publié avec l'appui de la
Coopération Britannique et du PNUD

